LRD

Que sont devenues les associations pionnières des écoquartiers ?

A partir du milieu des années 2000, quelques associations pionnières font connaître les écoquartiers d'Europe du Nord en Europe francophone (LaRevueDurable, 2008). Maintenant que cette cause se popularise, où en sont-elles ?

A peine les premiers bâtiments de l'écoquartier de la place de Rungis, dans le XIIIe arrondissement de Paris, commencent-ils à sortir de terre, à l'automne 2011, que l'association Les amis de l'Ecozac de Rungis se dissout. « Dès mars 2007, des signes de démobilisation se sont fait sentir. En cause, le fait que le cahier des charges du projet reprenait le gros de nos revendications », témoigne Stéphanie Le Dantec, dernière présidente de l'association, installée à Nantes depuis juillet 2011.

Sa première salariée, Elsa Gheziel-Neumann, est aussi la première à partir, en juin 2007. Direction... Vauban, à Fribourg-en-Brisgau, avec Markus Neumann, son mari et trésorier de l'association. « A force d'accompagner des élus et d'entendre la même critique sur les coûts des écoquartiers, j'ai voulu en avoir le cœur net », raconte la jeune femme, qui s'inscrit au master Villes durables de l'Université du Maine, au Mans, sous la direction de Cyria Emelianoff. Son travail de master examine les coûts de trois quartiers durables allemands (voir page 38).

« En 2007, la sensibilisation aurait pu continuer, mais l'aménageur et les élus sont restés méfiants envers Les amis de l'Ecozac, poursuit Stéphanie Le Dantec, coordinatrice de projet en écologie urbaine. Quant à Philippe Bovet, journaliste et initiateur de l'association, il vit désormais à Bâle, où il prépare un livre sur la rénovation écologique. Tous les fondateurs ont donc pris congé du XIIIe !

Du rôle des élus

Créée sur le modèle de sa cousine, l'association Les amis de l'Ecozac des Batignolles, dans le XVIIe, n'existe plus non plus. Lorsque sa présidente, Sophie Gobillard, déménage à Toulouse en 2011, personne ne souhaite lui succéder. Les choses ont pourtant bien débuté. A la faveur de son plan climat, la Ville de Paris voulait faire de la zac des Batignolles un site modèle. Mais le changement de Conseil municipal, en mars 2008, a fait tout capoter.

Le projet part alors en vrille

« L'ancienne équipe de la Mairie de Paris, autour d'Yves Contassot (Verts), permettait un réel échange. Puis le fil s'est rompu. Chargée de l'urbanisme et de l'architecture, Anne Hidalgo (PS) refusait de nous rencontrer », déplore Sophie Gobillard. Le projet part alors en vrille. La mairie impose une tour de 200 mètres qui fait voler en éclats l'espoir de créer un écoquartier. « Il aurait fallu engager une action juridique, mais nous n'en avions pas les moyens », regrette l'ex-présidente, statisticienne de métier. Lorsque les autorités en place ne veulent rien entendre, il est quasiment impossible à une petite association de jouer son rôle.

De Paris à Genève

A Genève, Anita Frei, animatrice de l'association Ecoquartier Genève, prend désormais le pouls de la ville depuis son restaurant-épicerie de produits locaux, Les Mangeurs, au quartier populaire des Pâquis. Après des années d'immobilisme, le canton et le communes ont lancé plusieurs projets de quartiers durables : Carré vert (Artamis), Cherpines, Communaux d'Ambilly, Praille-Acacias-Vernets, Concorde.

« Nous suivons ces projets avec un regard critique, en investissant le peu d'espace dévolu à la participation à Genève », indique Anita Frei, architecte-urbaniste engagée chez les Verts et vice-présidente du concours d'urbanisme du Carré vert, en 2010. Mais l'implication directe dans ces projets demande bien plus de temps que la diffusion d'information. Or, nous fonctionnons sur la base du bénévolat », ajoute-t-elle.

Jugeant trop faible le volet participation des projets genevois, Camille Bierens de Haan a réorienté l'action d'EcoAttitude sur les Villes en transition. Et Pour que pousse Coquelicot !, qui a bataillé dix ans pour créer un écoquartier autogéré sur le site Artamis, a jeté l'éponge en 2009, estimant son idée définitivement dénaturée. Elle suit toujours, mais n'est plus partie prenante du projet.

Syndrome inverse à Lausanne

A Lausanne, contraste total. Des cafés « écoquartier » quatre à cinq fois par an depuis quatre ans, des visites régulières de sites, une plate-forme pour accompagner des coopératives d'habitants, plusieurs groupes de travail, deux journées de débats sur l'économie solidaire prévues pour 2013... De toutes les associations identifiées en 2008, Ecoquartier Lausanne frappe par sa vitalité (voir page 45). Ancrée sur le quartier des Plaines-du-loup, au nord de la ville, son activité rayonne bien au-delà.

Forte de 230 membres, de plusieurs centaines de sympathisants et d'un comité très compétent et engagé, cette association peut se féliciter de sa bonne entente avec la Ville de Lausanne. Une petite subvention lui permet de s'offrir un salarié à temps partiel. Et alors que la publication du plan d'urbanisme du quartier est imminente, elle planche sur les critères d'attribution des terrains aux coopératives et aux promoteurs. ■

BIBLIOGRAPHIE

LaRevueDurable. *Des associations poussent les écoquartiers à voir le jour*, LaRevueDurable n° 28, février-mars-avril 2008, pp. 20-23.

POUR ALLER PLUS LOIN

www.mangeurs.ch
www.ecoattitude.org
www.ecoquartier.ch
www.ecoquartiers-geneve.ch
http://ecozac.batignolles.free.fr
www.ecozac-paris.org

LRD

La participation peine à se frayer une place dans les écoquartiers

La participation des futurs habitants à la conception de leur quartier fait émerger une architecture qui leur est mieux adaptée, crée une forte identification au lieu vectrice d'engagement, confère un rôle plus valorisant que de se faire expliquer comment ouvrir les fenêtres ou régler le chauffage dans un appartement équipé d'écotechnologies dernier cri. Mieux encore, la participation fait émerger des solutions collectives qui tirent l'ensemble de l'espace urbain et de ses usagers vers la durabilité. Problème : même dans les écoquartiers, cette participation aux multiples vertus est très peu mise en pratique.

« L'urbanisme moderne part de l'idée de créer du nouveau en rompant avec l'existant. Or, les individus ne sont pas en quête de rupture, ils s'attachent plutôt à s'inscrire dans des histoires. Aussi les architectes et les urbanistes ont-ils tendance à les juger à tort conservateurs. »

Depuis son bureau à l'école d'architecture de Paris la Villette, Jodelle Zetlaoui-Léger s'interroge : pourquoi, en France, à quelques notables exceptions près, la volonté d'intégrer les habitants à la conception de la ville est-elle si faible ? La loi Solidarité et renouvellement urbains, la démocratie de proximité et les plans locaux d'urbanisme imposent pourtant en principe beaucoup de participation.

Fin 2009, cette urbaniste-sociologue a obtenu un financement de recherche du Ministère de l'écologie pour répondre à ces questions : la fabrication d'écoquartiers conduit-elle à engager des démarches plus ambitieuses et plus systématiques de participation ? Et avec quels effets ? Avec son équipe qui associe des chercheurs européens, des associations et des professionnels de l'aménagement, elle a enquêté auprès de 120 collectivités françaises qui ont achevé ou sont en phase de réalisation d'un écoquartier.

Amiens et Strasbourg

Sur les 87 réponses obtenues, il ressort trois cas de figure. Beaucoup de collectivités ont mis en place des dispositifs d'information et de consultation des habitants très orientés vers les « écogestes ». Certains ont instauré des démarches qui envisagent une possible cofabrication ou cogestion, notamment pour des espaces publics. Et environ 20 % ont entrepris un réel travail de coproduction d'éléments de l'écoquartier.

Au bilan, la participation ne s'est donc pas généralisée avec la réalisation des premiers écoquartiers en France. « Pourtant, observe Jodelle Zetlaoui-Léger, là où elle a été plus que consultative, les habitants ont bousculé les représentations et les pratiques traditionnelles de manière très profitable. » Et de citer deux cas exemplaires : Strasbourg et Amiens.

« Les ateliers urbains organisés en amont de la définition de l'écoquartier Danube, à Strasbourg, indique-t-elle, ont permis à des habitants de contribuer à mettre en débat, de façon inventive, des questions liées à la mobilité, à l'évolutivité des bâtiments, au partage des espaces publics et des équipements.

» A Amiens, Iga Dolowy, l'architecte-urbaniste qui a mené le projet de la Zac Les vergers de Paul Claudel, a été retenue pour ses propositions de méthode pour la concertation avec la population. Elle a constitué un atelier d'une vingtaine de personnes, dont une douzaine d'habitants. Ce groupe est allé parfois bien plus loin que les élus et les techniciens n'osaient l'envisager, notamment à propos de la place de la voiture dans le quartier et sur les espaces publics », continue Jodelle Zetlaoui-Léger.

Maquette des Plaines-du-Loup, Lausanne

S'investir de plus belle

Le point de départ de toute méthode participative réussie est un diagnostic partagé. Il faut poser le problème plutôt que d'emblée présenter des solutions. « Laisser les gens trouver eux-mêmes des solutions est moins infantilisant et plus productif que fournir des solutions puis sensibiliser aux écogestes… », lâche Jodelle Zetlaoui-Léger.

Adjoint au maire de Lyon chargé de l'aménagement et de la qualité de la ville, Gilles Buna (Europe Ecologie-Les Verts) partage cet avis. Au quartier La Duchère, au nord-ouest de la ville, « on a établi des diagnostics en marchant. Au sujet de l'éclairage du parc du Vallon, en bordure du quartier, par exemple, les techniciens étaient prêts à discuter sécurité. Les habitants, eux, s'inquiétaient de la pollution lumineuse ! »

Et plus les habitants interviennent tôt, plus leurs propositions sont novatrices. Ainsi, dans dix cas sur 87, là où ils ont pu ou su intervenir en amont de la discussion, les habitants et/ou les associations sont à l'origine du caractère « durable » du quartier. Dans 23 autres cas, ils sont cités comme ayant renforcé ce caractère.

Ces retours confirment tout l'intérêt de la participation. « La sociologie des sciences montre que les producteurs de connaissances ont tout à gagner à tenir compte des pratiques des futurs usagers », relève Jodelle Zetlaoui-Léger. Et les études attestent que plus les habitants sont associés à la conception de leur habitat, plus ils sont motivés pour l'entretenir, voire l'enrichir (LaRevue**Durable**, 2008).

La phase de participation peut aussi lancer une dynamique. A Saint-Georges-d'Orques, dans l'Hérault, « nous sommes arrivés très tôt, bien avant les urbanistes, pour induire une démarche participative dès la phase de diagnostic », rappelle Fabien Bressan, délégué général de l'association Robins des villes, basée à Lyon, qui travaille sur le cadre de ville.

Cette commune de 5000 habitants de l'agglomération montpelliéraine prévoit de construire un écoquartier sur un terrain qui jouxte le centre-ville ancien devenu un simple dortoir. But : lui donner un coup de fouet. Le travail accompli avec les Saint-Georgiens a donné lieu à 43 recommandations dûment argumentées. « Et après notre départ, un collectif a monté une association pour s'investir de plus belle dans le projet », se réjouit Fabien Bressan. Un exploit pour des gens qui ont découvert l'urbanisme à cette occasion.

Brouiller les frontières

Lorsqu'en 2007, la Ville de Lausanne décide de construire un écoquartier aux Plaines-du-Loup, elle adopte du même élan le principe d'une démarche participative pour le concevoir. Le dispositif prévoit sept ateliers thématiques, qui ont rassemblé de dix à trente personnes.

L'architecture concerne tout le monde

Ambitieux ? Peut-être, mais pas assez selon l'association écoquartier qui, à Lausanne, aspire à construire un véritable savoir collectif pour imaginer cet écoquartier. Et plutôt que de s'échiner à obtenir de la ville qu'elle revoie sa copie, l'association engage sa propre réflexion parallèle. Une trentaine de personnes se répartissent dans quatre groupes de travail : mixités, ressources et énergie, mobilité, gestion des espaces. Résultat : 140 recommandations.

Première victoire, la Ville incorpore cette contribution au concours d'urbanisme aux côtés des recommandations issues de la démarche officielle. Puis accorde à l'association une place, sur dix-sept, au jury du concours. Ce qui lui permet d'appuyer le choix du projet urbanistique qui, sur les 52 candidatures, répond le mieux à ses attentes : celui du bureau Tribu architecture, de Lausanne. Et c'est justement lui qui emporte la mise.

« Les liaisons avec les quartiers environnants nous ont beaucoup séduits. Une de nos propositions est de brouiller les frontières pour relier au maximum le nouveau quartier à l'existant », raconte Valéry Beaud, président de l'association écoquartier. Autre point phare du projet lauréat : son fort accent sur… la participation tout au long de sa mise en œuvre !

Et on comprend bien pourquoi. Sur la page d'accueil du site internet de Tribu architecture – qui place la durabilité au cœur de son travail et multiplie les succès et les prix depuis sa création en 2000 –, on peut lire : « L'architecture est faite pour l'Homme et concerne tout le monde. Pour être habitée, elle doit être conçue à partir de l'usager. Elle doit aussi être contextuelle et tenir compte de son environnement proche et large. »

En accord avec ces principes, aux Plaines-du-Loup, Tribu architecture propose de commencer par construire la maison du quartier, d'y installer un lieu de concertation avec les futurs habitants et les investisseurs et de constituer des groupes par lots et unités de voisinage pour régler de conserve les problèmes qui les touchent, dont celui des espaces publics.

Surenchère participative !

« Les démarches en pointe ne tombent pas du ciel. Elles viennent toujours de collectivités engagées dans une réflexion sur la démocratisation de l'action publique », constate Jodelle Zetlaoui-Léger. « A Strasbourg, on doit l'idée d'organiser des ateliers urbains au maire Roland Ries (PS), qui croit beaucoup à la participation », signale Alain Jund, adjoint au maire de la ville, en charge de l'urbanisme (Europe Ecologie-Les Verts). Dès l'arrivée de la nouvelle équipe municipale, en 2008, des ateliers sont lancés pour réfléchir au destin de Danube.

Promoteurs, habitants, conseils de quartier, associations de locataires de l'habitat social et d'usagers des transports publics ont

Vers une démocratie implicative

Pour envisager avec les riverains le futur écoquartier Trémonteix, à Clermont-Ferrand, le bureau d'études Inddigo mène une expérience de « démocratie implicative ». Bernard Allagnat et son équipe promeuvent l'autoprise en charge, l'autogestion en partenariat avec les services compétents de la Ville. Pour cela, ils ont mis en place un forum interactif pour initier une dynamique du vivre ensemble. Les futurs habitants peuvent s'y contacter pour commencer à mutualiser des services : gardes d'enfants, aide scolaire, covoiturage, pédibus, etc.

Pour stimuler l'imagination et accroître la motivation des futurs usagés du site, le bureau Inddigo a rédigé des nouvelles qui mettent en scène des jardins partagés, un verger conservatoire, un compost de quartier, une bourse d'échange de vieux objets, une autre de services, un pique-nique de quartier. Sous peu, ces scènes de vie seront mises en image, comme il se doit dans la capitale de l'Auvergne, haut lieu international du court-métrage.

Cette démarche a notamment stimulé la constitution d'un collectif d'habitat groupé : les négociations sont en cours avec l'aménageur pour obtenir une parcelle. Pour Bernard Allagnat, l'implication dans la gestion collective est un moyen de créer une culture de quartier, d'aider les habitants à s'approprier les lieux et à les faire évoluer vers leur propre idéal.

« La crise économique va rogner les services publics, prévient cet architecte, qui dirige le département aménagement et territoires au sein d'Inddigo. D'où l'idée d'imaginer un quartier où les gens seraient soutenus pour parvenir à fournir eux-mêmes ensemble certains services. »

Des réflexions sont justement en cours pour concevoir autrement certains services publics. « Le postier qui distribue le courrier, les agents du gaz et de l'électricité qui relèvent les compteurs : ces interventions non coordonnées génèrent trafic et frais. Si une seule personne pouvait tout faire, cela économiserait de l'argent et du carburant », remarque Bernard Allagnat. LRD

alors l'occasion de s'instruire lors de voyages d'étude à Tübingen et Fribourg-en-Brisgau en Allemagne (voir l'interview de Jürgen Hartwig, page 22, et l'article d'Elsa Gheziel-Neumann, page 38), et Berne et Bienne en Suisse (voir l'article de Pattaroni et coll., page 33) pour prendre connaissance d'autres manières de faire la ville et d'y organiser la mobilité.

« Ces voyages ont ouvert à une compréhension partagée des défis et des outils disponibles. Et élevé la qualité des débats. On peut avoir beaucoup de convictions politiques, encore faut-il réussir à les faire passer », sourit Alain Jund.

Car tout ne dépend pas des édiles. Les amis de l'Ecozac de Rungis en savent quelque chose. Engagés dès 2006 à Paris (voir page 29), ils ont trouvé chez les élus de l'époque une oreille attentive. Le comité de quartier, en revanche, « a toujours refusé de nous reconnaître légitimes », témoigne Stéphanie Le Dantec, dernière présidente de l'association. Jalousie ? « Certes ! Mais surtout des idées très en avance sur leur temps », complète cette consultante en communication.

Sa culture participative, Amiens la doit pour beaucoup à Gilles de Robien (UDF), maire de la ville de 1989 à 2002, puis à nouveau de mars 2007 à mars 2008 après un intermède en tant que ministre. Il a créé les conseils de quartier, et mis ainsi en appétit ses concitoyens. Mais ses opposants ont critiqué le faible rôle des instances de démocratie locale dans les grandes décisions d'urbanisme. Et aux dernières élections communales, il est battu par la gauche qui axe une partie de sa campagne sur… la démocratie participative.

Cette surenchère participative conduit la démarche initiée avec l'écoquartier Les vergers de Paul Claudel à se prolonger à l'échelle de l'agglomération avec le « projet urbain métropolitain Amiens 2030 » : trois groupes – urbanistes, élus, habitants – ont réfléchi à cette vision prospective de la ville. Cinquante-quatre habitants, représentatifs de la diversité de l'agglomération, y ont dit leurs usages du territoire selon quatre entrées : habitat, emploi, déplacements et loisirs.

Au bilan, trois ingrédients apparaissent très importants pour générer une participation capable de tirer l'ensemble du territoire urbain et de ses usagers vers la durabilité : un tissu humain très entreprenant et organisé, une ville aux élus prêts à soutenir franchement son engagement et, bien sûr, des architectes-urbanistes aux convictions fortes et aux compétences authentiques sur ce thème. ■

BIBLIOGRAPHIE

LaRevueDurable. *Ardelaine, la scop qui file un bon coton,* LaRevue**Durable** n° 10, avril-mai 2004, p. 42.

LaRevueDurable. *Collaborer avec les habitants pour faire avancer la durabilité,* LaRevue**Durable** n° 28, février-mars-avril 2008, pp. 25-28.

LaRevueDurable. *Autoconstruire grâce aux autres,* LaRevue**Durable** n° 33, mars-avril-mai 2009, pp. 44-46.

LaRevueDurable. *L'agriculture regagne du terrain dans et autour des villes,* LaRevue**Durable** n° 43, août-septembre-octobre 2011, pp. 14-59.

POUR ALLER PLUS LOIN

www.robinsdesvilles.org
http://upc-roubaix.org
www.ecoquartier.ch
www.tribuarchitecture.ch
www.tremonteix.fr
www.inddigo.com